



PHILIPPE VAN DE WEYER
JOURNALISTE

La violence dans le sport reste d'actualité mais les langues ont tendance à se délier. Pour la combattre, certains acteurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles misent sur la sensibilisation et la formation..

Il faut qu'on parle de la maltraitance des enfants dans le sport

“

Je trouve que cette formation est hyper importante parce que ce sont clairement des choses auxquelles on risque d'être un jour confronté dans le cadre de notre profession.»

Nina Robert, 23 ans, étudiante en (double) Master 1 en éducation physique et criminologie, présente comme une bonne centaine de ses condisciples, mardi dernier dans l'un des auditoires de la Faculté des sciences de la motricité de l'UCLouvain lors de la formation distillée par la plateforme Yapaka (1), le service de prévention de la maltraitance de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), auprès de futurs professeurs d'éducation physique ou entraîneurs, est catégorique.

«La violence dans le sport, comme on a pu s'en rendre compte récemment avec des affaires qui sont sorties dans le monde de la gymnastique, n'est plus un sujet tabou et il faut encourager ce type de formation», ajoute-t-elle. «Cette violence, j'y ai moi-même été indirectement confrontée il y a quelques mois dans mon club de basket; en allant chercher une de mes copines dans le vestiaire, je suis tombée nez à nez avec un homme qui était en train de regarder par l'entrebâillement de la porte. C'était plus du voyeurisme qu'une véritable agression sexuelle mais cela n'en a pas moins été traumatisant...»

Selon une étude européenne réalisée dans six pays et publiée en 2021, un jeune sur sept est victime de violences dans le monde du sport, qu'elles soient physiques, psychologiques, sexuelles ou liées au harcèlement. Des violences facilitées par l'emprise qu'a souvent un entraîneur sur un jeune sportif dans une relation «asymétrique» mais aus-

Selon une étude européenne réalisée dans six pays, un jeune sur sept est victime de violences dans le monde du sport

si favorisées par l'éloignement régulier des jeunes avec leurs familles lors des stages ou compétitions et par l'influence du collectif. Ajoutez à cela les enjeux narcissiques qui vont avec et des conflits de loyauté qui favorisent une certaine omerta. Avec, parfois des dérives insupportables...

Cinq formes de violence répertoriées

A l'instar de ce qui s'était produit en Belgique, juste avant les Jeux de Tokyo, en France, tout récemment, dans un reportage diffusé dans l'émission, six ex-gymnastes de l'équipe de France ont révélé les violences physiques et psychologiques dont elles ont été victimes de la part de certains de leurs entraîneurs alors qu'un ex-directeur du pôle France de Marseille (passé par la Belgique...) a écopé de six mois de prison avec sursis et 10.000 euros d'amende pour harcèlement sur mineures.

En FWB, où l'Adeps a participé à l'étude européenne (CASES) de 2021 en sondant 1.472 francophones âgés de 18 à 30 ans ayant pratiqué une activité physique dans un contexte organisé jusqu'à l'âge de 18 ans, 86 % des personnes interrogées ont déclaré que

leur expérience globale du sport avait été bonne, mais 80 % d'entre elles ont précisé qu'elles avaient subi, malgré tout, une des cinq formes de violence interpersonnelle répertoriées - négligence, violence psychologique, violence physique, violence sexuelle sans contact, violence sexuelle avec contact - à un moment donné.

Cartographie des aides et numéro vert

De quoi inciter la FWB à participer à un projet visant à prôner davantage de bien-être dans les milieux sportifs et à renforcer la protection des enfants dans le sport, en partenariat avec le Délégué général aux Droits de l'Enfant, l'Adeps et Yapaka. Un projet qui passe par une campagne de sensibilisation «Tu peux le dire» via le web (2) et la signature d'une «Charte de la bienveillance», par des ateliers participatifs avec des enfants et, donc, par des formations (gratuites) auprès de professionnels du sport et d'étudiants en éducation physique. Pour ces derniers, essentiellement des «premières années», le coup d'envoi a donc eu lieu à Louvain-la-Neuve dans le cadre d'un cours de Géraldine Zeimers, professeure en management du sport.

«Nous sommes au début d'un processus», souligne Claire-Anne Sevrin, psychologue et directrice de Yapaka, plateforme née au lendemain de l'affaire Dutroux, à la fin des années 90. «L'idée est de faire le tour de toutes les universités et de plusieurs hautes écoles mais aussi de former 900 professionnels du sport, ceux qui sont en première ligne aujourd'hui et le seront demain.»

Le discours a été bienveillant auprès de ces jeunes confrontés à une problé-

matique dont on ne parlait pas il y a encore cinq ans d'ici dans les cours des futurs profs d'éducation physique. Une problématique qui, a priori, pourrait se révéler stressante tant la responsabilité qu'elle engendrera auprès d'eux risque d'être multipliée. La question du toucher et de la limite à ne pas dépasser a ainsi été évoquée, certains profs de sport, pour éviter le moindre problème, ayant décidé de ne plus avoir le moindre geste en direction des jeunes dont ils ont la charge - ce que les formateurs ont décrit comme une erreur.

«On pourrait effectivement se dire que tout cela est stressant si on avait balancé cette formation sans préalable», indique Nina Robert. «Mais nous avons effectué un travail préparatoire à la venue des responsables de Yapaka. Cette séance n'est pas tombée comme un cheveu dans la soupe.»

Outre la manière de déceler une situation d'inquiétude chez les jeunes qui peuvent laisser penser que ceux-ci connaissent des problèmes (troubles du comportement, troubles alimentaires, introversion, changement d'attitude), les futurs diplômés en éducation physique ont également été informés sur les solutions qui s'offrent à eux, notamment via une cartographie des aides en FWB, et le numéro de téléphone 103. Un numéro où l'anonymat est garanti et qui est également disponible pour les jeunes victimes d'abus. Car plus que jamais, c'est la parole qui doit constituer le premier pas vers la résolution d'un problème. Ou d'un drame.

(1) yapaka.be

(2) tupeuxledire.be



ALAIN BERENBOOM
ÉCRIVAIN

Sofagate. Saison 2

Erdogan contraint à un second tour, quelle mauvaise nouvelle pour les parlementaires wallons. Empêtrés dans le Fauteuilgate, ils espèrent liquider vite fait bien fait tout ce mobilier clinquant, doré, somptueux qu'ils avaient commandé à une société amie pour le fourguer au président turc, qui a un besoin urgent de fauteuils confortables. Tape-à-l'œil de préférence. Une fois réélu, il verra en effet défiler à Ankara les représentants de la communauté internationale venus lui rendre hommage comme ils le font souvent quand un homme a réussi à montrer qu'il est le plus castard de tous. Pas question alors pour le président Erdogan de se retrouver comme il y a deux ans sans même une chaise de cuisine à offrir à la présidente de la

Commission européenne. On pourrait évidemment suggérer à M. Michel, qui ne voyage qu'en jet privé depuis qu'il a été couronné Charles, roi de l'Europe, d'emporter un siège avec lui plutôt que de piquer celui du grand vizir sous le nez de sa collègue. Mais les autorités européennes risquent de refuser de couvrir cette nouvelle dépense somptuaire.

L'ancien président du parlement wallon et son greffier, qui font des efforts méritoires pour se faire pardonner leurs extravagances, se remuent sans compter (compter n'a jamais été leur spécialité) pour aider le parlement à se débarrasser de leurs casseroles.

Après la tentative de céder le nouveau mobilier d'apparat à la Turquie (deux millions d'euros), ils tentent de

revendre aussi le tunnel qu'ils ont fait construire pour que les députés ne mouillent pas leurs petits souliers vernis. Mais l'ouvrage est difficile à liquider (trois millions d'euros).

Un obstacle politique

Au beau temps du Mur de Berlin, ils auraient trouvé plein d'amateurs pour acquérir leur beau tunnel. Mais aujourd'hui à qui le refiler? Aux migrants sud-américains qui pourront ainsi se glisser sous la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis? Graisser la patte d'un patrouilleur américain, même de toute une brigade, est beaucoup moins cher.

Aux Turcs à nouveau? Pour ouvrir un passage souterrain avec l'Ukraine à l'abri de la mitraille russe? C'est une

idée mais elle se heurte à un obstacle politique. Le président Erdogan préférant s'afficher avec son collègue Poutine qu'avec son voisin Zelensky, il voudra éviter les amers reproches du président russe si certains utilisent le tunnel wallon pour convoyer des armes vers les Ukrainiens. Non merci! Vos meubles, d'accord, mais le tunnel, gardez-le! Moi, je préfère garder son amitié.

Resterait alors, en désespoir de cause, à vendre les parlementaires eux-mêmes pour combler les déficits. Petite consolation. Les excellences wallonnes pourront se rendre à Istanbul par l'Orient-Express. Mais, attention, si les meubles sont magnifiques, ils sont visés au plancher!